

la carte blanche

Paul Nihoul Professeur de droit européen à l'UCL ; Cédric Chenevière, assistant de droit européen à l'UCL

# La N-VA a-t-elle de mauvaises fréquentations ?

**Au Parlement européen, le parti flamand appartient à un groupe comptant parmi ses membres deux partis qualifiés d'extrême droite. De quoi douter de la cohérence dans le choix des alliances à différents niveaux de pouvoir...**

La « suédoise » est donc en passe d'être formée. Pourtant, les objections formulées contre sa formation ont-elles été levées ? Sans doute est-ce le cas pour celle tirée du droit belge. En droit, rien ne semble s'opposer à la formation d'un gouvernement sans majorité dans l'un des deux groupes linguistiques. Même s'il faut s'attendre, en cas de minorité dans l'un de ces groupes, à une opposition « vocale ».

Qu'en est-il de la seconde objection, qui veut qu'on ne peut décemment gouverner avec un parti associé à l'« extrême droite » ? Par là, on renvoie à la présence de la N-VA, au sein du Parlement européen, dans un groupe politique comptant parmi ses membres deux partis nordiques qualifiés d'extrême droite.

Dans le contexte actuel, la question est intéressante : dans quelle mesure un parti peut-il s'allier, pour mener un projet (Belgique), à une formation associée à d'autres partis (Europe) qui adoptent

d'autres positions dans leur Etat membre ?

Le problème est celui de la cohérence dans le choix des alliances à différents niveaux de pouvoir. Envisagé sur le plan européen, il donne lieu à des situations parfois pittoresques.

Ainsi : en Belgique, le parti Ecolo présente la N-VA comme un « loup » qu'on introduirait « dans la bergerie » en l'associant au gouvernement fédéral. Pourtant, les deux partis ont siégé, pendant cinq années, dans le même groupe politique, au Parlement européen. Et le premier est encore allié, dans ce groupe, à des partis requérant l'indépendance pour leur région...

La situation n'est pas meilleure pour les sociaux-chrétiens, qui n'en finissent pas de pourfendre ceux qui oseraient s'allier à la N-VA. Ont-ils donc oublié ? Le « Parti Populaire Européen », qui les réunit, comporte, parmi ses membres, la formation considérée comme la plus dangereuse pour la démocratie : le parti de Viktor Orban auquel on reproche d'attenter, en Hongrie, à la liberté d'expression, à l'indépendance de la justice et au caractère démocratique des élections...

De manière intéressante, c'est l'« Alliance des Démocrates et des Libéraux », où siège le parti politique fran-

cophone MR, qui semble présenter, au niveau européen, le pedigree le plus cohérent.

Avant les élections, ses membres ont exclu une parlementaire qui rejoignait le parti de feu Jorg Haider ; ce dernier, on s'en souvient, se présentait, en Autriche, comme un héritier des partis nazis.

Par ailleurs, c'est contre cet héritage que s'étaient exprimés, dans les années 2000, nos compatriotes Louis Michel et Guy Verhofstadt, alors (respectivement) Premier ministre et ministre des Affaires étrangères ; dans leur combat, ils avaient été rejoints, en Belgique, par d'autres personnalités, non social-chrétiennes, comme le socialiste André Flahaut.

Et récemment, c'est encore l'Alliance qui a demandé une action décisive à l'encontre des mesures prises, en Hongrie, par M. Orban.

Cohérente, l'attitude adoptée par ce groupe sur ces questions a aussi été efficace. C'est grâce à ces interventions que nous disposons aujourd'hui d'instruments pour agir, en Europe, contre l'émergence de régimes totalitaires.

Quelle que soit notre pensée politique, tous ceux qui ont participé à l'émergence de ces instruments méritent, pour leur action décisive, notre reconnaissance, et notre respect. ■